LA POLOGNE

ET

LA RUSSIE.

PAR M. J. H. SCHNITZLER,

AUTEUR DE L'ESSAI D'UNE STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'EMPIRE DE RUSSIE.

Iechtché Polska nié prjépadla.
Non, la Pologne n'est pas encore perdue.

PARIS,

CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, LIBRAIRES,
RUE JACOB, Nº 24.

PARIS, STRASBOURG ET LONDRES,
CHEZ MM. TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES.

1831.

LA POLOGNE

ET

LA RUSSIE.

IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
RUE JACOB, N° 24.

LA POLOGNE

ET

LA RUSSIE.

PAR M. J. H. SCHNITZLER,

AUTEUR DE L'ESSAI D'UNE STATISTIQUE GÉNÉRALE DE L'EMPIRE DE RUSSIE.

Iechtché Polska nié prjépadla.
Non, la Pologne n'est pas encore perdue.

PARIS,

CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, LIBRAIRES,
RUE JACOB, N° 24.

PARIS, STRASBOURG ET LONDRES,
CHEZ MM. TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES.

1831.

PRÉFACE.

Malgré l'immense faveur dont se trouve environnée la noble cause des Polonais aujourd'hui si malheureux et toujours si héroïques, peut-être même à cause de cette faveur, à cause de l'enthousiasme universel qu'une lutte si inégale et pourtant si opiniâtre entre un peuple décimé et l'une des premières puissances militaires de l'Europe a dû nécessairement produire, le véritable état des choses en Pologne est mal saisi encore, et les observations plus ou moins développées faites dans les journaux, n'ont encore répandu que de bien faibles lumières sur cette question. Même la tribune nationale, placée si haut dans notre estime et dans celle des peuples étrangers, a peu fait pour l'éclaircir; et si un orateur nourri de fortes études y a fait entendre des paroles de vérité, fruits d'une juste appréciation des choses, il en est descendu aussi des erreurs grossières dans lesquelles on pourrait s'étonner de voir tomber des hommes

appelés à veiller aux plus chers intérêts de la patrie. On juge mal la situation des Polonais, on connaît peu leur histoire, on semble ignorer les faits les plus récents, et l'on reproduit d'anciennes erreurs dont divers écrivains croyaient avoir fait justice. L'imagination, vivement frappée de l'héroïque résistance du peuple polonais et des efforts du patriotisme pour la sainte cause de l'indépendance nationale, semble dominer chez nous le jugement: les illusions les plus évidentes sont par elle accréditées, et elle a même donné lieu aux plus injustes accusations. Elle a créé en faveur des Polonais un avenir qu'ils mériteraient sans doute et que nous serions heureux de pouvoir leur promettre, mais qui n'a aucune vraisemblance, et que l'expérience politique ou l'étude sérieuse et impartiale du système européen, tel que le partage même de la Pologne l'a construit, relègue malheureusement parmi les chimères. Une telle illusion n'a rien d'étonnant dans un pays où les théories ont plus d'éloquence que les faits, où les sentiments généreux l'emportent sur l'intérêt le mieux entendu, où rien ne paraît impossible hormis l'injuste et l'ignoble. Aucune nation n'est sub-

juguée comme la nôtre par l'ascendant des idées, aucune ne porte dans ses transactions politiques cette abnégation de soi-même, cette ardeur à réaliser des conceptions généreuses, dussent-elles même tourner à son désavantage. C'est une qualité grande et noble dont il est permis à l'auteur, presque Allemand par son origine bien que Français par ses affections, de lui faire honneur ; c'est elle qui explique le mieux cette impatience générale qui rend le gouvernement si difficile ; c'est elle qui porte de si rudes atteintes au repos, au bonheur de la France dont les enfants trop souvent déchirent les entrailles de leur mère. Une erreur découlée d'une telle source est bien pardonnable sans doute, et certes il est des peuples que nous voudrions y voir tomber quelquefois. Mais la politique d'intérêt a plus de réalité et donne de plus sûrs résultats : la base historique est plus solide que celle des émotions, et nous jugerions bien au-dessous de la tâche qui lui est imposée, le cabinet qui, dans ses amitiés et ses répugnances, se laisserait guider par l'enthousiasme aveugle de sa nature, ou par cette généreuse effervescence qui est souvent le produit d'une utopie plus belle que facile à réaliser.

Le rétablissement intégral de la Pologne qu'un attentat horrible a mutilée, était une utopie de ce genre : une administration éclairée et prudente ne pouvait pas s'en bercer. Cette opinion ne nous fera point taxer, nous l'espérons, d'injustice à l'égard des Polonais, pour lesquels nous n'avons pas moins d'admiration que nos concitoyens, quoique nous ne partagions ni les espérances, ni les préventions de ces derniers. Le présent écrit a pour objet de la justifier en l'expliquant, et de rétablir les faits que les passions ont défigurés. On y opposera les raisonnements aux phrases, les faits aux suppositions, l'impartialité à une ardeur plus généreuse que réfléchie.

Écrites avant la catastrophe de Varsovie, trop prévue malheureusement, mais que le doute repoussait comme une certitude trop cruelle, ces feuilles ont dû être refaites par parties et conservent peut-être les traces de ces remaniements nuisibles à leur ensemble. Elles n'étaient point destinées à voir le jour ainsi isolément, et peut-être nous accusera-t-on de trop d'amour-propre si nous avouons que c'est dans l'espoir d'éclairer l'opinion publique sur une question mal appréciée suivant nous, et peut-être d'offrir même aux

négociations diplomatiques quelques vues utiles, que nous en avons précipité la publication. Elles devaient former l'Introduction d'un ouvrage historique et politique dont nous nous occupons, et dont la première partie serait prête à paraître si l'état précaire de la librairie en France nous opposait dans ce moment moins de difficultés. Les deux autres parties pour lesquelles nous avons réuni de nombreux matériaux surtout étrangers ne tarderaient pas à suivre la première, complétant un ouvrage de 40 à 50 feuilles d'impression qu'il nous est permis de croire nécessaire au milieu de tous les événements qui se succèdent dans la partie orientale de l'Europe, et que les amis des recherches consciencieuses jugeraient peut-être digne de leurs encouragements.

Dans l'espoir de faciliter, par la voie de la souscription, une publication dont nous espérons quelque profit pour le public, nous donnerons ici le titre et les principales divisions de l'ouvrage qui nous occupe [1].

[1] On souscrit à Paris chez MM. Firmin Didot frères, et à Paris et à Strasbourg chez MM. Treuttel et Würtz et Levrault. L'ouvrage n'excéderait pas, dans tous les cas, trois modiques volumes in-8°, du prix de 3 à 4 francs chacun.

La Pologne et la Russie. Coup-d'œil sur l'histoire de ces deux puissances, leur longue rivalité, leur dernière lutte, leurs forces respectives et la situation politique et morale de chacune d'elles.

Première partie.

Introduction.

Première période. — La Pologne, la Lithuanie et la Russie au moyen âge.

Chapitre I. Origine des Slaves en général et des Polonais en particulier. Fondation du royaume de Pologne, ses élémens, ses progrès en civilisation, sa politique et ses vicissitudes sous le gouvernement héréditaire des Piasts et jusqu'en 1386.

Chapitre II. De l'origine et de la langue des Lithuaniens. De la fondation et des accroissemens successifs de leur état. Histoire de la grande-principauté [1] jusqu'à sa première réunion avec la couronne de Pologne. Conséquences que la réunion eut pour les deux pays.

Chapitre III. Coup-d'œil rapide sur l'histoire de toutes les Russies depuis l'arrivée des Varègues à Novgorod jusqu'à l'expulsion des Tatars-Mongols, et au rétablissement de la monarchie sous Ivan III Vassiliévitch, Tsar et grand-prince de toutes les Russies.

Seconde partie.

Deuxième période. — La Pologne arrive à l'apogée de la puissance et en descend pour céder sa place à la Russie.

Chapitre IV. La Pologne avec la Lithuanie arrive sous les Jagellons à une puissance formidable et domine tout le Nord. Tableau de ses progrès intellectuels et politiques. Développement successif et établissement définitif de la constitution de la république.

[1] Ce chapitre offrira la première histoire complète de la Lithuanie que nous ayons jusque-là en langue française.

LA POLOGNE

ET

LA RUSSIE.

Un long gémissement vient de traverser l'Europe et retentit même dans l'autre hémisphère : une grande nation, l'une des plus anciennes de la famille européenne, après une lutte sanglante, opiniâtre, héroïque, vient de retomber sous le joug qu'un vif sentiment national joint à la bravoure qu'elle tient de ses ancêtres, lui avait fait secouer. Si l'héroïsme et le malheur ont de tout temps agi sur l'imagination des hommes, quelle ne devait pas être l'impression produite par une catastrophe que l'ardente sympathie de tous les peuples aurait voulu conjurer et que des torrents de sang répandus par de nobles victimes n'ont pu détourner de leurs têtes! Déchus d'une splendeur aujourd'hui oubliée pour tomber de malheurs en malheurs, et soumis plus d'une fois, dans le cours d'un siècle, à des épreuves mortelles, les Polonais ont supporté noblement d'af-

freux revers, ne perdant ni le courage, ni l'espérance qui en est le plus ferme soutien, ni cette dignité nationale qui fait les grands peuples. Comme les Romains après la bataille de Cannes, ils se sont montrés supérieurs à leur fortune. Inébranlables au milieu des orages, toujours prêts à ressaisir un bien que la violence a bien pu leur ôter, mais sans prescription pour elle et sans éteindre aussi dans leur cœur ce feu sacré, ce culte fervent qu'ils vouaient au nom de Pologne, comme au Dieu de leurs ancêtres.

Rayée de la carte de l'Europe à la suite d'un triple partage, engloutie par des voisins forts de son impuissance, la Pologne, néanmoins, se sentait vivre, elle existait. Sous une bannière étrangère, mais qui se parait du symbole de la liberté, ses guerriers la continuèrent en quelque sorte et en préparèrent l'affranchissement. C'est à eux que la patrie avait remis, avec le soin de la venger, le dépôt de son nom et de son honneur. Un moment une lueur d'avenir brilla pour eux à l'horizon; ils avaient intéressé à leur cause le puissant génie que la Providence semblait avoir destiné à débarrasser l'Europe régénérée de la rouille des vieux temps : mais uniquement occupé de sa grandeur, le conquérant lassa la fortune et trompa l'attente des Polonais. Après un court moment de renaissance, la Pologne se vit encore une fois

inondée des légions de ses ennemis héréditaires, et son attachement à un allié dont depuis quinze ans ses fils partageaient la bonne et la mauvaise fortune, offrit un prétexte de plus à la convoitise et à l'esprit d'agrandissement dont elle était victime. Un congrès de princes disposa d'elle au gré de la puissance qui la tenait déjà dans ses serres et dont le retour de l'île d'Elbe de l'aigle impériale seconda l'ambition : mutilée, affaiblie, la Pologne se vit enchaîner au sort d'un immense empire placé en arrière de la civilisation et peu disposé à reconnaître à des vaincus des droits qu'il réclamait en vain pour lui-même. Mais au moins son nom lui restait, et menaçante encore dans son abaissement, elle obtint de la mansuétude d'Alexandre des promesses, des avantages, sans garantie sans doute, mais que les vaincus n'arrachent pas toujours à la fierté du vainqueur. Elle compta sur ces promesses et se revit en espérance puissante, libre, respectée. Vaines illusions! L'arbitraire vint se placer sur l'autel des lois; un prince, peut-être magnanime, mais aussi fougueux et volontaire, jeta parfois son épée dans la balance de la justice plus conforme aux intentions du souverain, et l'édifice croulant de sa nouvelle constitution fit voir à la Pologne ce que valaient les belles paroles du maître auquel on l'avait livrée malgré son antipathie naturelle. Et pourtant, la Pologne voulut être : pour qu'elle

fût, elle ceignit encore une fois le fer des combats et en appela des décisions de la diplomatie au sort des batailles, à l'éternelle justice amie du bon droit, à ce Dieu qu'elle adorait avec ferveur et dont elle se promettait l'appui, puisqu'elle le méritait par la bonté de sa cause et par sa piété.

La religion se hâta de sanctifier par son intervention une cause sacrée déjà par son motif et par les armes loyales auxquelles elle s'en était rapportée. Les temples retentirent des prières du patriotisme, les prêtres bénirent les sabres des combattants, et on les vit marcher à la tête des légions cherchant la mort, et des flots de population travaillant à entourer Varsovie de la défense qui lui manquait.

Quel spectacle pour l'Europe que cette lutte inégale d'une poignée de braves contre le colosse maître de la moitié de cette partie du monde et d'un tiers de l'Asie! Un mois avait semblé suffire pour les voir écraser, et ils prolongèrent leur lutte pendant huit mois, se faisant jour à travers les masses des ennemis, engraissant leur sol de sang et de morts, portant secours à leurs anciens frères comme eux mécontents, et sortant vainqueurs d'une bataille de trois jours. L'histoire n'a pas de plus belles pages que celles qu'elle va consacrer aux sublimes efforts d'un héroïsme que

l'amour de la patrie et la haine de l'oppression peuvent seuls inspirer.

Mais sans armes, sans munitions, sans forteresses, sans défense naturelle, et réduite à ses quatre millions d'habitants, luttant d'ailleurs contre la malveillance, contre la partialité de ses voisins, que pouvait à la longue la malheureuse Pologne contre un ennemi dont les forces étaient décuples? L'élan moral résiste-t-il à l'opiniâtreté d'une telle lutte, et des ressorts si fatigués ne devaient-ils pas ralentir leur jeu? Le désespoir même ne se prête pas à des sacrifices sans fin et mille fois renouvelés. Tandis que les rangs des Polonais s'éclaircissaient chaque jour, tandis qu'ils ébréchaient leurs sabres et épuisaient leurs munitions, les Russes, peu affectés de la perte d'un chef que sa qualité d'étranger recommandait mal à leurs préjugés, réparaient abondamment les pertes qu'ils avaient éprouvées : semblables à l'hydre de Lerne, poussant des têtes nombreuses à la place d'une seule qu'on lui abattait, ils se recrutaient chaque jour de toutes ces forces disséminées sur une surface plus grande que celle de l'Europe entière, opposant à une armée défaillante, exténuée, réduite à la seule force de ses bras, des guerriers sans nombre, frais, bien armés, exercés aux manœuvres, pourvus de toutes choses nécessaires, et dont l'exacte discipline,

l'obéissance passive suppléait à l'élan moral qui leur manque encore, à ce courage plus relevé que ne donne pas seulement le sentiment de la force, mais le point d'honneur, un patriotisme éclairé et l'ascendant des idées. Les Polonais avaient pour eux cet élan; leur héroïsme, la sainteté d'une cause chérie de Dieu et des hommes, le mépris de la mort, soutenaient leur faiblesse, et ces puissants auxiliaires ont contrebalancé huit mois les immenses ressources de leurs ennemis.

Hélas! ils sont tombés las de carnage et noyés dans leur sang. Un assaut terrible a livré Varsovie à la supériorité des armées moscovites, après deux jours d'un combat meurtrier. La longue angoisse de l'Europe se change en un cri de douleur, et la France, par la colère de son peuple, se trouve sur un volcan.

Le désespoir des Polonais accuse cette France vers laquelle leurs yeux étaient tournés, et chez nous même une foule ardente, poussée par un sentiment généreux mais irréfléchi, s'en prend violemment au gouvernement de Louis-Philippe, de l'élu de la nation, d'un malheur que son cœur magnanime déplore assez lui-même. A peine sortie d'une révolution glorieuse, mais qui la remua dans ses entrailles, déchirée encore par les factions, et journellement fatiguée par tant de volontés contradictoires, par tant d'ambitions qui se

heurtent, séparée d'ailleurs de la Pologne par une vaste région dont les armées pouvaient écraser le malheureux peuple avant l'arrivée des secours français, mise hors d'état de la servir par la malveillance de la Prusse et de l'Autriche autant que par le manque d'un port qui pût recevoir ses vaisseaux, que pouvait-elle pour un peuple lointain, cette France éplorée à la vue de tant de malheurs, méconnue par l'injustice du désespoir, et indignement calomniée par un grand nombre de ses propres enfants?

Ce qu'elle pouvait, elle n'a eu garde de le négliger : indépendamment des secours individuels dont nous parlerons plus bas, le gouvernement a négocié; il a invité les autres puissances signataires de l'acte du congrès de Vienne à concourir avec lui à arrêter l'effusion du sang et à faire respecter des droits garantis par les traités et foulés aux pieds par l'arbitraire.

C'est une grande leçon pour les vainqueurs et peut-être pour d'autres encore, que cette sympathie si vive, si spontanée de toute l'Europe pour une cause qu'ils auraient voulu faire envisager comme insensée et criminelle; elle ne sera point perdue pour eux ni pour l'avenir. Glorieuse pour l'humanité entière, non moins que pour le peuple qui a su l'inspirer, elle mérite d'être constatée par l'histoire, et nous essaierons d'en faire le tableau.

Plus accessible à l'influence des idées, ou au moins plus prompte à agir sous cette influence, notre nation a donné aux autres l'exemple, non pas d'une pitié plus souvent offensante qu'honorable, mais d'une sympathie, d'une admiration portée au point de s'oublier soi-même et de ne plus voir rien de grand, rien de noble, rien de courageux qu'en Pologne, que sur ces champs de bataille teints d'un noble sang. Au milieu de nos débats sur des questions vitales d'organisation intérieure, nous n'avons eu d'attention que pour les événements qui se passaient sur la Vistule, et le jour anniversaire et commémoratif d'une grande époque nationale, notre joie, pour s'épancher, a eu besoin de la nouvelle d'une victoire remportée sur les Russes. Vive Louis-Philippe, vivent les Polonais! ces cris se confondirent dans la bouche de nos guerriers et de notre milice citoyenne; leur enthousiasme impatient d'éclater, n'écouta point la crainte de compromettre le monarque aux yeux des autres puissances, et le triomphe de juillet s'éclipsa derrière celui qui devait sauver une nation associée naguère à nos destinées. Cette nouvelle que la crédulité avait trop légèrement accueillie, et que les transports de la joie portèrent dans un clin-d'œil d'un bout de Paris à l'autre, devint le grand fait d'une journée consacrée à une tout autre gloire, et nos gardes nationaux se jetèrent dans les bras des soldats de la ligne comme

eux exaltés, au cri mille fois répété de Vive la Pologne! Et dans ces derniers jours, au moment même de l'arrivée des nouvelles les plus accablantes, l'émotion publique, la douleur dont toutes les classes furent saisies, ne fut-elle pas portée au point que des hommes pervers ou profondément ambitieux purent l'exploiter au profit de leurs vues secrètes, et faire, pendant quelques jours, de la chute de Varsovie une question de vie ou de mort pour le gouvernement?

Mais la France ne s'est pas bornée à de vaines démonstrations: c'est à Paris et sous les auspices d'un citoyen chéri de la nation entière, que s'est formé le premier comité polonais; c'est de là qu'est parti le premier appel fait en faveur de cette cause à tous les hommes généreux, aux amis sinon de la liberté, sur laquelle on peut ne point s'entendre généralement, au moins de l'indépendance nationale qu'on confond souvent avec elle, et qui est le premier des biens, le droit le plus sacré et le moins aliénable; c'est de Paris que Varsovie a reçu ses premiers médecins étrangers et quelques braves militaires, rares il est vrai, mais impatients de dévouer à une cause si sainte leurs excellentes épées. C'est en sortant elle-même d'une épreuve qui l'a ébranlée jusque dans ses fondements, que la France a voulu ainsi soutenir cette cause; et si, au milieu de l'enthousiasme général, ses enfants

n'ont pas couru aux armes, s'ils n'ont pas porté aussitôt sur les bords de la Vistule leur drapeau tricolore ressuscité, c'est à des obstacles insurmontables, c'est au bras de fer de la nécessité que la Pologne doit s'en prendre, et non, certes, aux sentiments, non à la volonté des Français. Ceux-ci n'étaient pas préparés encore à de rudes combats, et déjà l'Europe avait couru aux armes : pour tendre la main aux Polonais, il leur aurait fallu renverser devant eux les forces de la Confédération germanique, de la Prusse et de l'Autriche, au risque de mettre en feu tous les autres pays, et de déchaîner encore contre leurs frontières l'Espagne et la Sardaigne déjà travaillées par les trois puissances copartageantes, au risque de voir écrasés leurs amis par l'intervention subite de deux d'entre elles en faveur de la troisième dont la puissante armée n'avait jusque-là obtenu que des revers, au lieu des lauriers sur lesquels elle avait compté. Car cette intervention, bien autrement facile, pouvait être bien autrement prompte que celle dont le public français, dans la précipitation de ses jugements, faisait dépendre le salut de la Pologne. Mais tout en gémissant de son impuissance, la France n'a point ralenti son zèle, ni oublié un instant le malheur qui invoquait son appui : après avoir fait reconnaître la Belgique repoussée de la famille européenne par les autres grandes puis-

sances, elle se présenta à ces dernières comme garante des stipulations du congrès de Vienne, intercédant avec force pour un peuple dont ces stipulations avaient reconnu la nationalité et les droits, et qu'une longue suite de malheurs non mérités recommandait plus vivement encore à sa sollicitude que les Belges mêmes qui, par un des plus singuliers hasards, durent la constitution la plus libérale de l'Europe aux efforts réunis de l'ultramontanisme et du philosophisme contre un roi dont les hautes lumières effrayaient le premier, et dont les craintes bien justifiées depuis froissaient les exigences de l'autre. Dès le 17 mars, le ministère, alors tout nouveau, auquel depuis près de huit mois la France doit son repos et l'espérance de se rasseoir sur des bases bien affermies, fit à toutes les cours du Nord, et au cabinet de Saint-Pétersbourg en particulier, des ouvertures à l'effet d'arrêter l'effusion du sang et d'éviter aux Polonais les malheurs que leur présageait leur résistance opiniâtre aux manifestes de l'autocrate et à ses offres de pardon, malheurs dont le nom seul de Praga pouvait effrayer l'imagination. Sans proclamer, comme il en était pressé, une reconnaissance qui aurait frappé de stérilité tout acte de médiation, et qui, accordée à un gouvernement reconnu provisoire par la nation elle-même, semblait au moins prématurée;

sans céder, dis-je, à ce désir du grand nombre, la France a accueilli avec bienveillance les agents diplomatiques du gouvernement national de Pologne, s'est mise en rapports avec eux, en a écouté les observations, et tous les jours les colonnes de nos journaux s'ouvraient à leurs notes, à leurs éclaircissements, à leurs pieuses protestations. Plus tard, après avoir fait à l'Angleterre un douloureux sacrifice dont la susceptibilité nationale l'accuse avec trop de véhémence, le gouvernement français songea à faire tourner cette amitié achetée au prix d'une impopularité passagère, non au profit de la France même, mais à celui d'un peuple objet de sa plus tendre sollicitude. Il ouvrit avec l'Angleterre des négociations, afin qu'elle réunît ses efforts aux siens pour faire cesser une boucherie doublement déplorable et par le nombre de ses victimes et par le fléau d'une horrible maladie qu'elle propageait, et qu'on n'avait pas cru naguère pouvoir laisser se prolonger indéfiniment dans les échelles du Levant. Notre gouvernement espérait que le concours de deux puissances du premier ordre, comme sont l'Angleterre et la France, que leur commune intercession en faveur d'un peuple qu'elles avaient mission de protéger, puisqu'on avait méconnu à son préjudice des droits qu'elles lui avaient garantis, et qu'on l'égorgeait faute de pouvoir le convertir, que cette in-

tercession aurait du poids aux yeux de la Russie, ordinairement jalouse de la bonne opinion de l'Europe, et dont le souverain actuel jouit d'une réputation de sagesse et de modération autant que de fermeté et d'énergie. Mais cette alliance dont la France a pris l'initiative, a été répudiée de l'Angleterre trop occupée de ses intérêts matériels, de son commerce de la Baltique et de la mer Noire, et peu tentée de provoquer le ressentiment d'un empire où elle trouve des marchés productifs, qui s'étend d'un océan à l'autre, et dont les postes avancés touchent presque aux riches colonies anglaises des Indes [1].

Les invitations que la France adressa aux autres puissances n'eurent pas plus de succès : le moment d'intervenir n'était pas venu suivant elles; et, malgré les plus vives représentations de notre diplomatie, la Prusse persista dans un système de séquestration à l'égard des Polonais, lequel lui aliéna peut-être à jamais l'Allemagne constitutionnelle, mais auquel la guerre générale aurait seule pu mettre fin. Ce système empêcha aussi la réussite des emprunts et l'envoi de secours pécuniaires, sacrifice devant lequel la France n'aurait pas reculé.

[1] Le colonel Evans dit à la chambre des communes dans sa séance du 8 août : « Voilà la seconde session du parlement depuis qu'a éclaté la guerre contre la Pologne, et c'est tout au plus si jusque-là on a entendu dire, dans cette enceinte, deux mots sur la question polonaise. »

Après la France et à son exemple, c'est l'Allemagne qui a manifesté la plus vive part aux malheurs des Polonais ; l'Allemagne où la vie publique est encore à l'enfance, où la pensée politique ne se produit pas sans difficultés, mais où tous les malheurs trouvent des larmes, toutes les infortunes des secours, toutes les idées généreuses de l'admiration, toutes les situations quelconques une juste et impartiale appréciation. Partout, dans cette patrie de l'enthousiasme, des comités polonais se sont formés : de toutes parts on envoyait à Varsovie des secours de toute espèce et de généreux médecins tout prêts à se dévouer pour l'humanité souffrante ; plus de cent ballots de charpie et de bandages ont été expédiés par une seule maison de commerce à Francfort-sur-le-Mein. Pétitions aux rois, adresses à la diète germanique, réclamations contre des mesures prohibitives, rien n'a été négligé, et la presse multipliait en Allemagne les plus énergiques plaidoyers en faveur de la cause d'une indépendance nationale dont cette contrée sait plus qu'une autre apprécier le prix, et que les efforts des Polonais semblaient lui garantir à elle-même.

La nation anglaise, préoccupée de son bill de réforme, et peut-être parce qu'elle trouve près d'elle assez de misère à soulager, a résisté jusqu'à la fin à l'entraînement qui poussait ailleurs à embrasser la cause des Polonais : elle ne s'est im-

posé que de faibles sacrifices, et l'esprit de spéculation même, si puissant et si universel en Angleterre, n'a pu rien faire en leur faveur, puisqu'ils n'ont point réussi [1] à étendre leur bras jusqu'à la mer, et à ouvrir ainsi une communication directe avec ce peuple de marchands. Ce n'est pas ainsi que le peuple hongrois, moins libre dans ses mouvements et dans la manifestation de ses désirs, mais plus ardent et moins spéculateur, a compris la philantropie dont l'Angleterre s'est long-temps arrogé le monopole : non contente de faire pour ses anciens alliés de stériles vœux, la noblesse magyare qui sait se souvenir de son antique dignité, a cru peu faire en envoyant quelques faibles secours ; elle a haussé sa voix dans la Diète ; elle n'a pas craint de rappeler à son roi que c'est aux Polonais qu'il doit de régner à Vienne ; et les magnats du comitat de Zemplin ont osé nommer un crime le partage de la Pologne, à la face de l'une des puissances copartageantes, à la face de l'empereur, dépositaire de cette part inique de l'héritage de Marie-Thérèse, qui elle-même n'avait pu l'accepter qu'en pleurant.

Sans doute ce fut un grand attentat que celui qui raya un peuple antique et grand à diverses

[1] Quoi qu'en dise M. Mauguin, Polangen n'est point un port de mer, et les légers bâtiments qui en approcheraient se trouveraient à la merci de la flotte de Vindau. Polangen ne resta d'ailleurs que quelques jours au pouvoir des Polonais.

époques, du système de l'Europe; et si Napoléon, lui-même si despote, si peu accoutumé à respecter les droits d'autrui, qualifia ainsi le premier partage de la Pologne, on souscrira facilement à une sentence émanée d'une autorité si peu récusable.

Victime de la politique déloyale de ses voisins, de la manie d'agrandissement de la maison d'Autriche dirigée alors par les conseils de Kaunitz, et de l'impatience qu'avait Catherine d'avancer son trône vers le cœur de l'Europe qui semblait la repousser, la Pologne ne fut pas seulement démembrée par ses voisins, long-temps aussi elle se vit le jouet de leurs caprices et de leur arrogance; elle fut condamnée à essuyer tous les outrages et à ronger son frein; elle dut reconnaître à l'ambassadeur de Russie une autorité supérieure à celle de son roi et de sa Diète : l'honneur national et la volonté publique étaient vilipendés, foulés aux pieds; tout ce qui, corrigeant les abus ou resserrant les liens entre les citoyens, promettait au pays un avenir meilleur, se trouvait proscrit; et, garrottée ainsi, humiliée de mille manières, systématiquement affaiblie, la Pologne végétait tristement, jusqu'à ce qu'elle fut encore une fois mutilée, déchirée en lambeaux, jusqu'à ce qu'enfin il plut à ses envahisseurs de mettre fin à une existence misérable autant qu'ignominieuse, et d'anéantir une puissance de dix siècles.

Tant de malheur joint à l'héroïsme incontes-

table dont les Polonais font preuve dans la lutte actuelle, prolongée même au-delà de la prise de leur capitale, et qu'ils avaient déjà montré dans leurs derniers efforts contre leurs puissants oppresseurs, justifie bien la vive part que tous les peuples prennent à leur sort. Mais les titres de la Pologne sont plus anciens, et plus d'une fois dans le cours des siècles elle a mérité, non pas seulement l'admiration, mais la reconnaissance de l'Europe, en opposant ses fils, comme une barrière insurmontable, à de cruels envahisseurs. C'est un Piast polonais, c'est Henri, duc de la Basse-Silésie, qui le premier arrêta le débordement des Mongols dont l'Occident était menacé : quoique battu par eux, en 1241, à la bataille de Wahlstatt, il avait assez fait pour décourager ces barbares et leur ôter l'envie de pousser plus loin. Cent ans plus tard, lorsque l'avidité du butin et la soif des conquêtes précipita encore une fois les hordes tatares sur les pays d'Europe, Casimir III, roi de Pologne, alla au-devant d'eux, leur disputant le passage de la Vistule qu'ils ne parvinrent pas à franchir; et en 1398, Vitold, cousin du premier roi Jagellon de Pologne, brava les innombrables armées du vainqueur d'Ancyre, et fit à la bataille de Vorskla des prodiges de valeur, que la fortune pourtant a mal récompensés. Nous ne parlerons pas de la mort glorieuse de Vladislas VI sous les

murs de Varna, ni de la victoire signalée de Khotim remportée en 1673 par le grand-hetman de Pologne, Jean Sobieski, sur les Ottomans alors presque toujours victorieux; mais qui aurait oublié l'immortelle délivrance de Vienne opérée par ce même guerrier devenu roi, aux applaudissements de l'Europe entière qui se remit alors de la crainte de voir les fils de l'Islam planter leurs tentes au cœur de la civilisation et dévaster encore une fois la ville éternelle aux sept collines?

D'ailleurs, ce qu'on n'a pas bien senti au temps du démembrement de la Pologne est devenu depuis une vérité presque triviale. L'Europe a besoin de ce boulevard contre la force prépondérante de la Russie, géant d'abord peu dangereux, mais dont les forces se mettent de plus en plus au niveau de sa colossale stature. Une première crainte, il est vrai, s'est trouvée mal fondée. Non, l'empire russe où le génie de la civilisation répand chaque jour ses bienfaits, dont la population s'attache au sol à proportion des avantages qu'elle en retire, en faisant fleurir l'agriculture et en trouvant des débouchés pour ses produits, ne renferme plus un peuple dont le caractère nomade pousse aux conquêtes; non, cet empire dont les marais se dessèchent, dont les immenses forêts s'éclaircissent et qui a déjà avancé ses frontières vers le soleil qui lui manquait, ne recèle point des

nuées de barbares tout prêts à recommencer la grande migration des peuples, et sous les chevaux desquels s'abîmerait encore une fois notre civilisation si chèrement acquise [1]. De pareilles craintes sont chimériques, puériles même, et nous en dirons autant de l'empire universel dont la Russie semble à quelques esprits soupçonneux menacer l'Europe, elle qui contient à peine les peuples divers réunis sous sa domination, et qui a déjà tant de difficulté à étendre sur tous les points de son immense territoire la surveillance qui vivifie et qui retranche les abus. Toutefois, en écartant des appréhensions dépourvues de fondement, on ne peut se dissimuler qu'à partir de Pierre-le-Grand, l'influence de la Russie sur les affaires de l'Europe est toujours allée en croissant, et qu'elle est devenue décisive sous Catherine II et sous Alexandre. Cette influence est-elle légitime, est-elle salutaire? cette prépondérance d'un état placé bien bas encore sur l'échelle de la civilisation, malgré les hautes lumières de ses princes et de son cabinet, n'a-t-elle jamais été hostile au libre développement des idées et à leur mise en

[1] « Qui peut prévoir si les convulsions de cet empire colossal ne seraient pas plus à craindre que son repos; si ce n'est pas à travers de nouveaux agrandissements qu'il atteindra le terme fatal des grandeurs humaines? Le dirai-je? *Il ne s'écroulera peut-être que sous les ruines de l'Europe!* » Malte-Brun, *Précis de la géogr. universelle*, T. 6, p. 659.

pratique lorsque le temps les avait mûries? ne tend-elle pas à arrêter les pays plus policés dans une course peu rapide pour eux, mais où cet état ne peut point encore les suivre, sans cependant consentir à rester en arrière? Ici le danger est réel : un empire colossal se rendant le champion de l'absolutisme et toujours prêt à faire marcher des armées à l'appui de l'opinion dont il est dominé, opinion qui, si elle est bienfaisante dans son application au gouvernement intérieur de cet empire même, devient un fléau pour d'autres états auxquels on voudrait également l'imposer, un empire de ce genre, disons-nous, une puissance militaire dirigée par cette idée et vouée à cet antagonisme, inspire des craintes fondées et jamais on ne lui oppose trop de barrières. La Prusse devrait en former une par sa position géographique autant que par les lumières répandues dans son sein, par la haute civilisation qui y gagne de plus en plus jusqu'à la population des campagnes, par l'instruction élémentaire propagée dans tous les hameaux et qui peut bien valoir une charte constitutionnelle qu'il est difficile d'approprier à un royaume composé d'éléments divers. C'est même pour soustraire la Pologne à l'influence prépondérante et presque exclusive de la Russie que Frédéric-le-Grand accueillit jadis avec empressement l'idée de la partager, afin de mettre la Prusse en état de devenir à sa

place un boulevard pour l'Europe contre cette même Russie qui, en dépit de l'apparence contraire, perdit au partage. Mais la Prusse, unie à la maison de Holstein-Gottorp par les liens du sang, et s'appuyant sur elle pour mieux défendre ses provinces du Rhin, s'est laissé engager dans une alliance trop étroite avec le colosse du Nord pour offrir quelque garantie aux pays de l'Ouest. Quant à la Porte Ottomane, déchue de son ancienne gloire, dépouillée d'une portion de son domaine et divisée à l'intérieur par la résistance de l'esprit stationnaire contre le génie des réformes, elle ne forme non plus que la Suède, si grande après la paix de Westphalie, mais si nulle aujourd'hui, un contre-poids suffisant. L'existence de la Pologne comme un état indépendant du second ordre, sinon du premier, est par ces raisons généralement regardée comme une exigence européenne, comme une condition d'équilibre et de sécurité, comme une nécessité du temps sur laquelle les négociateurs du congrès de Vienne se sont trop laissé aveugler par leurs préventions contre la France [1]. Ces préventions étaient jus-

[1] Voici ce que dit à ce sujet le célèbre M. Brougham dans un écrit fort remarquable : « Même au jour de son déclin, la Pologne tenait encore un rang dans le système européen : par sa seule situation, et sans aucune activité de sa part, elle prévenait jusqu'à un certain point les froissements, et maintenait l'équilibre entre les trois grandes puissances militaires du

tifiées, il faut le dire, par l'esprit d'agression auquel l'empire français s'était livré pendant quinze ans et qui se personnifiait dans Napoléon, génie ardent et supérieur, mais pesant pour l'humanité. Toutefois, fallait-il leur sacrifier l'avenir de l'Allemagne, de cette terre classique de l'instruction, aujourd'hui subjuguée par l'ascendant du cabinet de Pétersbourg, et empêchée de mettre en pratique tant d'idées lumineuses que ses savants élaborent? fallait-il les faire tourner au profit de la Russie déjà si puissante, et s'en faire un prétexte pour enchaîner l'Europe ?

On sent combien ces considérations contribuent à la faveur qui environne la cause d'ailleurs juste et sainte des Polonais, une cause que depuis la confusion des premiers moments jusqu'à la *nuit du meurtre* [1] du 15 août, aucun excès blâmable n'a souillée. Ajoutons que ce peuple seul représente la race slavonne dans sa pureté primitive, sans mélange d'éléments étrangers, tandis que les

continent. Elle formait une partie essentielle du système fédératif (d'alliances) de la France, et, par son voisinage avec la Turquie, joint à son influence sur le commerce de la Baltique, elle affectait directement les intérêts généraux de toute l'Europe. Sa conservation était du petit nombre de ces questions de politique continentale à laquelle la France et l'Angleterre avaient un égal intérêt, et l'agrandissement de ses voisins était également à craindre pour tous les gouvernements européens. » *Précis historique du partage de la Pologne, p.* 22.

[1] Expression du dictateur Kroukovietski dans sa proclamation publiée après son avènement.

Slaves russes ont accepté un alliage tatare et finnois, et que les Slaves bohêmes, moraves, silésiens et autres, se sont amalgamés avec la race allemande dont ils ont en partie même adopté le génie. La Pologne, centre de l'ancienne Sarmatie, a constamment été habitée par le même peuple, et a su se préserver des barbares qui ont sillonné dans tous les sens l'empire moscovite : sa langue est le slavon pur, sa littérature est aussi riche qu'ancienne; son histoire, féconde en malheurs et grosse d'exemples et de leçons, a des pages belles et glorieuses, et la renaissance des lettres avait à peine étendu sa salutaire influence sur l'Europe que le savant et élégant Muret pouvait déjà placer au premier rang des royaumes policés la Pologne, qui se modelait alors sur l'ancienne république romaine, et balancer même entre elle et l'Italie.

Si, après avoir énuméré ces motifs de sympathie pour la Pologne communs à tous les pays de l'Europe, nous passons à ceux qui sont particuliers à la France, nous trouverons de plus en plus naturelle l'immense popularité de la cause polonaise parmi nous, popularité qu'on a vue se manifester d'une manière si bruyante à la fois et si générale, le jour de la revue des fêtes anniversaires. Deux fils de France, Louis d'Anjou et Henri III, ont à diverses époques occupé le

trône de Pologne; le grand Condé, non moins admiré dans ce pays que parmi ses compatriotes, était bien près de s'y asseoir; et le prince de Conti, élu par les Polonais, dut à l'influence russe d'en être exclu. Louise de Gonzagues, épouse des rois Vladislas et Jean Casimir, était Française, et l'une de ses dames d'honneur, Marie Casimire de la Grange d'Arquien, ceignit après elle le bandeau royal, en partageant le trône de Jean Sobieski. Ce dernier, ainsi qu'un grand nombre de jeunes seigneurs polonais, avait achevé son éducation en France et servi même dans les armées de Louis XIV; les mœurs françaises étaient celles des premiers cercles de Varsovie et des châteaux où résidait la haute noblesse; deux rois polonais, Jean Casimir et Stanislas Lechtchinski, après être descendus du trône des Jagellons, vinrent terminer leurs jours sur la terre de France, et qui ne sait le bien que Stanislas fit à pleines mains en Lorraine? qui ne sait comment il y forma la jeune noblesse de son pays? qui ne sait qu'il plaça sa fille sur le brillant trône du roi très-chrétien, à côté de Louis XV? Parlerons-nous ensuite de la révolution polonaise du dernier siècle, commencée presqu'en même temps que la nôtre, de ces légions d'Italie et du Danube où l'aigle blanche cherchait un refuge à l'ombre du glorieux drapeau de Jemmapes et d'Arcole, où la Pologne

renaissait en quelque sorte dans les camps de nos armées républicaines ? Parlerons-nous du sang polonais versé pour nous sur tous les champs de bataille en Allemagne, aux Indes occidentales, en Egypte, en Espagne, en Russie; de la mort héroïque de Joseph Poniatovski, et de l'inébranlable fidélité de quelques-uns de ses compagnons qui suivirent, malgré son ingratitude, l'empereur Napoléon jusqu'à l'île d'Elbe, champ bien étroit pour un génie comme le sien? Et arrivés à ces derniers temps, aux événements extraordinaires dont le monde est encore ébranlé, Français, quelles expressions trouverons-nous pour louer dignement la sollicitude des Polonais pour la France, pour la liberté en général menacée par les baïonnettes moscovites toutes prêtes à se croiser contre elle; pour exalter leur héroïsme qui les poussa à se faire l'avant-garde de l'Europe libre, à opposer leurs corps sur lesquels avant tout il faudrait passer, aux armées de l'autocrate auquel le congrès de Vienne les avait adjugés! A peine la France, leur ancienne alliée, fut-elle redevenue elle, libre, triomphante, en relevant l'étendard sous lequel elle avait triomphé des bords du Tage à ceux de la Moskva, à la première lueur d'espérance, ils saisirent leurs armes rouillées sous un règne auquel rien ne les attachait, et pour mériter l'appui de leurs anciens amis, pour arrêter

les coups dont ceux-ci étaient menacés et pour empêcher leurs oppresseurs de déchaîner encore une fois contre l'Occident soulevé les Cosaks, les Kirghises et d'autres enfants des déserts, ils levèrent leur antique étendard et proclamèrent le rétablissement de la Pologne. Celle-ci devint ainsi le boulevard de la France et la sauva en effet d'une agression imminente, dont l'intention peut être reniée aujourd'hui, mais que trop de raisons concourent à rendre plus que probable.

L'enthousiasme avec lequel sa levée de boucliers a été accueillie est donc juste, naturel, honorable; on conçoit qu'il ait produit une impatience de les secourir, trop violente peut-être dans quelques-unes de ses manifestations, mais pure de sa source et respectable par son but. Que si le gouvernement à ce sujet est resté en butte à des attaques mal fondées, ou que d'ignobles démonstrations aient blessé même le droit des gens réputé sacré chez les nations policées, c'est un tort que nous n'entendons nullement ni défendre, ni pallier, mais que la mobilité des esprits chez une nation si prompte à se livrer à la vivacité de ses impressions semble au moins atténuer.

Toutefois, l'enthousiasme est aveugle de sa nature, c'est une étreinte violente faite à l'esprit par la sensibilité; il en résulte qu'il prend facilement le change et qu'il donne lieu à mille erreurs.

Celui dont la Pologne est chez nous l'objet n'est pas exempt de ce reproche; car, indépendamment de l'aigreur, motivée par nos propres offenses, avec laquelle on parle et juge ici de la Russie, laquelle, dans une position donnée, n'a rien fait que ne fissent aussi à sa place les autres puissances, cet enthousiasme a ressuscité à son usage toutes les épithètes injurieuses autrefois accolées au nom de Russes ou de Moscovites; il a remis en honneur des déclamations usées sur la barbarie d'un peuple que l'on suppose en être toujours au point où Pierre-le-Grand l'avait trouvé il y a plus d'un siècle; il a enfanté les incriminations les plus odieuses et les moins méritées. La crédulité, fille de l'ignorance, a facilement accueilli tous les bruits absurdes sur les horribles ravages commis par les Russes, sur les martyres atroces qu'ils auraient fait subir aux paisibles habitants des campagnes. Trompé par de faux rapports, on ne leur a pas tenu compte de tout le bien qu'ils ont fait à l'administration du royaume; confondant l'esprit d'indépendance avec l'esprit de liberté, dispositions bien différentes dans leur objet, mais également sacrées par leur source, on a cru qu'elles étaient toutes les deux repoussées, méconnues, opprimées par l'autocrate roi de Pologne, tandis que les personnes mieux informées savent bien les efforts qne ce gouvernement

fait sur tous les points de sa domination en faveur du tiers-état, véritable dépositaire de la liberté des peuples, et ne peuvent se dissimuler à quel point plusieurs des mesures prises par ce gouvernement contre la Pologne étaient justifiées aux yeux de la politique par le besoin de s'assurer une possession que la nature des choses ne lui concédait pas, et que le sentiment national des Polonais, sentiment si sublime, et chez eux si profond, si inextricable, devait infailliblement, un peu plus tôt, un peu plus tard, faire échapper de leurs mains.

Mais c'est surtout l'histoire qui souffre de l'admiration sans bornes dont les Polonais se trouvent environnés. Le nom de *Français du Nord*, que leur donne chez nous la sympathie nationale, toujours dominée par cet amour-propre que le Français possède au plus haut degré, mais que la pudeur devrait détourner au moins de son propre éloge, ce nom, disons-nous, consacré aujourd'hui par la presse périodique, suppose un peuple intelligent, impressionnable, sensible à l'honneur, et d'une vive imagination, comme sont nos compatriotes; tandis que le peuple polonais croupit encore dans l'ignorance et la servitude, et qu'il a tout juste assez d'imagination pour ajouter foi aux antiques traditions de l'obéissance passive et pour céder à la crainte du purgatoire ou de l'enfer. On oublie

que le petit nombre d'individus qu'on a occasion de voir, polis, hommes du monde, instruits, façonnés à tout le luxe de notre civilisation, appartiennent tous à ces hautes classes qui se ressemblent plus ou moins dans tous les pays; que l'industrie et le commerce sont presque nuls en Pologne, qu'il n'y a ni tiers-état ni paysans libres, que les villes y sont peu nombreuses, pauvres, chétives, et que même les anciennes capitales, comme Gnezne, Troki, Vilna, Cracovie, la royale Cracovie elle-même, semblable en cela à Novgorod la grande, se comparent tout au plus à nos villes de préfecture du troisième rang; qu'on y trouve quelques millions de serfs régis par cent mille familles nobles, dont la grande majorité est elle-même bien en arrière de la civilisation de nos classes moyennes, et que le reste de la population se compose de juifs crasseux, avides de gain, peu délicats sur les moyens d'en obtenir, et comparables à des sangsues également ruineuses pour les nobles et pour les paysans. On se trompe aussi en regardant la Pologne comme une terre de liberté, en confondant sa cause, qui est la cause sacrée de l'indépendance nationale, avec celle qui a enfanté la déclaration des droits de l'homme ou les trois grandes journées de juillet: cette opinion, si elle n'est pas seulement le produit de l'ignorance, doit sans doute être attribuée en partie à la haine des rois, que certains

hommes, malgré leur prétention de s'entendre en liberté, s'obstinent à confondre avec ce bien si précieux. On sait que le despotisme royal, favorisant le tiers-état pour s'en faire un allié contre la noblesse féodale qui pesait sur les peuples autant qu'elle limitait le pouvoir des rois, a engendré en France et dans beaucoup d'autres pays cette liberté universelle dont nous sommes aujourd'hui si fiers et si jaloux. Or, ce despotisme tutélaire, et qui n'est devenu un véritable fléau que lorsqu'il eut tout courbé sous son niveau et que, débarrassé de tout frein, il put donner un libre cours à son bon plaisir, ce despotisme royal a toujours manqué à la Pologne, écrasée sous le poids d'un despotisme multiple et livrée à des myriades de maîtres. Au moyen âge, sans doute, une république aristocratique, accordant toutes les garanties imaginables à chacun des deux ou trois cent mille nobles que seuls elle reconnaissait citoyens, pouvait être, non pas seulement à la hauteur de la civilisation d'alors, mais à sa tête; et certes la république polonaise, constituée sous les derniers Jagellons suivant le modèle de l'ancienne Rome républicaine, pouvait servir d'exemple sous ce rapport; aussi trouva-t-elle dans les hommes d'État et les écrivains de fréquents admirateurs. La noblesse française, sous Louis XI, se pouvait croire dans l'esclavage si elle se comparait

avec le même ordre tel qu'il était alors en Pologne; la liberté germanique n'y atteignit pas davantage, et la grande charte assurait des droits bien plus restreints aux barons de la vieille Angleterre. Mais, depuis, ces pays ont marché; les communes que ces mêmes barons avaient déjà commencé à associer à leurs droits, ont grandi; il s'y est formé un tiers-état riche, éclairé, actif, que la révolution française est bientôt venue proclamer la véritable nation, en passant sur tous les ordres le niveau de l'égalité. La Pologne au contraire, arrêtée dans sa marche par le jésuitisme et par l'absence totale d'une classe industrieuse et commerçante (car les juifs y ont toujours été des étrangers peu sensibles au sort de la patrie), a à peine cheminé, et se trouve encore sur le seuil du moyen âge que la Russie même a depuis long-temps dépassé, par la propagation des lumières et par les progrès du tiers-état.

Il n'y a pas jusqu'à cette *nationalité* si sublime aujourd'hui et que d'augustes paroles ont proclamée à la face de l'Europe, qui n'ait souvent paru douteuse. Car, si l'anarchie a perdu la Pologne, l'absence de toute politique vraiment nationale et surtout bien définie y a pour le moins puissamment contribué, et l'on trouve une nouvelle cause de sa décadence dans les dissensions des familles, lesquelles, oubliant tout patriotisme, se faisaient

appuyer les unes contre les autres par des puissances étrangères, et dans les querelles religieuses où les protestants se réclamaient des Prussiens, les grecs non unis des Russes, et où l'Autriche soutenait de toute son influence la société de Jésus, qui fut pour la Pologne, plus encore que pour d'autres pays, la source des plus grands maux.

Sans doute l'histoire de Pologne a des pages brillantes et glorieuses, sans doute la nation polonaise a joué un grand rôle dans le système de l'Europe dont elle formait en quelque sorte la clôture du côté de l'Orient, mais elle a presque constamment déchu pendant trois siècles; elle n'était jamais renfermée dans des limites bien fixes, et sa constitution aristocratique dégénéra de jour en jour en un chaos où le pouvoir royal s'engouffra tout le premier. *Polonia confusione regitur*, est un vieil adage, et c'est une longue histoire que celle de l'anarchie polonaise. Aussi, tout grandissait autour d'elle, quand elle-même s'effaça. Des voisins qu'elle avait vu naître, imperceptibles, sans force, sans consistance, se fortifièrent de sa faiblesse, se grossirent de ses lambeaux, et devinrent assez puissants pour la dévorer finalement.

Ces antécédents historiques, il ne faut point les oublier, car il en résulte de graves leçons; et,

à cet égard, l'histoire d'aucun état n'est aussi instructive que celle de Pologne. Quelque grande qu'elle fût anciennement, la Pologne est à faire et non pas à refaire, car depuis tout a changé autour d'elle.

Si nous rappelons ces vérités, à Dieu ne plaise que ce soit dans le but d'affaiblir l'intérêt qui s'attache avec tant de justice à la cause du malheur. La génération actuelle n'est point responsable des erreurs, des torts de ses pères, et, si elle pouvait l'être, la révolution de 1830 est pour elle, suivant l'énergique expression du nonce Godebski [1], un baptême de sang par lequel sont lavées non-seulement les fautes de ses ancêtres, mais encore toutes celles qu'elle a pu commettre elle-même. D'ailleurs, quel tort ne pardonnerait-on pas à tant de malheur joint à tant d'héroïsme? comment la sévérité la plus austère ne se laisserait-elle pas désarmer à la vue de quatre millions d'hommes sans armés, sans finances, sans forteresses, luttant à-la-fois contre le dénûment, contre une horrible contagion, contre la partialité des puissances voisines, et contre un empire de cinquante millions d'habitants, long-temps regardé comme la première puissance militaire? Cependant il importe à l'histoire que ses éléments ne soient point altérés, et que les faits ne soient

[1] Discours prononcé le 20 juillet à la diète polonaise.

point dénaturés; il lui importe de rectifier par des souvenirs ce que les jugements du moment peuvent avoir d'inexact ou de tranchant, et d'éclairer la recherche consciencieuse en rattachant le présent au passé. En lui servant d'interprète, malgré l'exiguïté de nos moyens, peut-être réussirons-nous à servir nous-même une cause que nous chérissons, sans pourtant en approuver toutes les exigences; peut-être parviendrons-nous à faire sentir la nécessité de modifier des prétentions, contraires par leur exagération, à l'intérêt bien entendu de cette cause, à laquelle déja une sage réserve avait donné tant de poids, et que la modération qui conserve après l'héroïsme qui acquiert, paraît seule désormais en état de faire triompher.

Car, et c'est ici le lieu de le dire, car nous n'avons jamais cru à la possibilité de rétablir l'ancien royaume de Pologne tel qu'il a existé avant le partage de 1772; nous ne partageons pas les illusions que se faisaient et que se font encore à cet égard les journaux français plus encore que le peuple polonais[1]. Ce dernier, à en juger par

[1] Ceci fut écrit un mois avant la séance de la chambre des députés du 22 septembre, dans laquelle M. Thiers prononça son remarquable discours sur nos relations avec les cabinets étrangers; les personnes auxquelles il en fut fait lecture l'attesteraient au besoin.

la résolution de la diète du 20 juillet dernier, au moyen de laquelle cette assemblée revint sur une décision trop absolue prise quatre jours auparavant, borna au moins ses réclamations à prétendre que la Russie cédât au royaume de Pologne toutes les fractions de son ancien territoire qu'elle tient du premier et des autres partages, tandis que nos journaux, oubliant toute mesure, revendiquent encore pour ce même royaume les lots de la Prusse et de l'Autriche. La première de ces prétentions s'expliquait par la position de la Pologne vis-à-vis de la Russie, et n'avait rien d'inconvenant dans la bouche d'une puissance belligérante, naturellement portée à faire à son adversaire tout le mal qui est en son pouvoir; quant à l'autre, elle est le fruit d'une ardeur sans doute louable mais inconsidérée, et de cette ignorance des faits historiques à laquelle nous avons pris à tâche de remédier.

Oui, nous le répétons, le partage de 1772, auquel heureusement la France resta étrangère, est un attentat, une violation des principes qui avaient régi jusque-là le droit public. Et qu'on ne parle pas de ces prétentions ridicules subitement déterrées par les puissances copartageantes dans la poudre des archives : le sage Jean de Müller en a fait justice, il y a trente ans, par un persiflage plus sensible de la part d'un si grave écrivain que l'accusation

la plus formelle. Elles pouvaient être de mise tout au plus avant le second et le troisième partage, dans lesquels la convoitise n'a plus daigné se cacher sous des palliatifs de ce genre; mais la simplicité seule ou la mauvaise foi la plus insigne peut encore les invoquer aujourd'hui. A cet égard il n'y a qu'une voix en Europe, sur les trônes comme dans les plus humbles habitations; Napoléon lui-même s'en est rendu l'organe, et lord Grey, dans une lettre à l'immortel Kosciuszko, en a répété l'écho.

Mais s'ensuit-il nécessairement qu'il faille revenir sur une opération faite il y a soixante ans, pour en annuler toutes les conséquences? s'ensuit-il que la Pologne doive revendiquer sans cesse toutes ses anciennes provinces, et peut-être même quelques-unes de celles qu'elle perdit antérieurement au partage, comme le voudrait l'un des jeunes savants polonais établis à Paris? En accordant même qu'il n'y ait point de prescription pour les actes iniques, et qu'en ratifiant la spoliation exercée sur sa patrie par les puissances envahissantes, la diète polonaise, loin d'entendre confirmer à chacune sa quote-part de lion, n'a réellement cédé qu'à la violence matérielle, et n'a signé que sous l'influence des baïonnettes, peut-on, doit-on encourager un recours en justice qui ne pourrait s'adresser qu'à l'Europe en armes, et que

la victoire la plus décisive pourrait seule rendre possible? Ces anciennes provinces forment aujourd'hui et depuis de longues années, des parties intégrantes de trois grandes puissances militaires, qu'elles servent à arrondir, et dont les états perdraient beaucoup en consistance, nous dirons plus, dont la politique devrait prendre une tout autre direction, si jamais elles perdaient leur conquête. Espérer qu'elles en feraient volontairement le sacrifice, c'était folie; en appeler, pour les leur évincer, à une guerre générale, c'eût été une extrême témérité à laquelle la France, sur laquelle compta la Pologne, ne pouvait pas se laisser entraîner. Cette guerre, chanceuse sous tous les rapports, et plus à craindre que la campagne même de 1812, attendu que nous comptions alors parmi nos alliés contre la Russie la Prusse et l'Autriche, que maintenant il nous aurait fallu combattre, n'aurait pu amener d'ailleurs aucun résultat définitif; elle aurait mis en litige du côté des Russes et des Prussiens ce qui l'est aujourd'hui du côté des Polonais, et aurait recommencé cette longue rivalité qui les divisait eux et les Russes, et dont, depuis Ivan III Vassiliévitch, ils ont presque toujours été les victimes. Mais, entrons dans quelques détails.

Que l'empereur d'Autriche, dans sa sollicitude pour la conservation de la paix si désirable pour

ses vieux jours, consentît au besoin à rétrocéder un territoire dont il y aurait moyen de lui trouver un équivalent du côté de la Turquie, on pourrait l'espérer, sans la crainte de ce monarque de rapprocher de ses états un pays gouverné par des institutions modernes, avec une tribune publique et une noblesse remuante qui pourrait donner un trop mauvais exemple à celles de Hongrie et de Bohême. Si cette crainte n'avait pas tant d'empire sur l'empereur ainsi que sur son premier ministre, si la contagion des idées ne lui paraissait pas plus redoutable et plus incontestée que celle de la maladie même qui sévit dans sa capitale, peut-être consentirait-il bien à réparer le tort qu'a eu son aïeule. Les monts Carpaths forment la limite naturelle de la monarchie autrichienne de ce côté-là; et la Gallicie, malgré soixante ans d'une bonne administration, ne tient pas tellement à elle, ni la monarchie à la Gallicie située en dehors de ses limites, qu'il dût paraître bien dur de s'en dessaisir. Au reste, l'Autriche appréhende et jalouse la puissance toujours croissante de l'empire moscovite, et verrait avec plaisir qu'il lui fût opposé une barrière autre que la Prusse dont le cabinet, hostile en ce point à la gloire d'un pays si justement renommé pour sa civilisation répandue dans toutes les classes, se laisse trop attirer dans l'orbite de la Russie, et

autre aussi que la Porte affaiblie par les réformes et par le démembrement. Mais que la Russie abandonne, autrement qu'à toute extrémité, un territoire que, comme les voïvodies de Polotsk, de Vitepsk et de Mcislaf, obtenues par le partage de 1772, elle a toujours disputé à la Pologne, où le peuple professe sa religion, où règne sa langue, où l'intolérance des deux Augustes a long-temps nourri le fanatisme religieux, c'est une chimère dont il ne faut point se bercer. Sans parler des souvenirs historiques qui unissent cette contrée à l'empire moscovite, sans parler de la religion qui aurait le droit d'intervenir là où il serait question d'aliéner une population orthodoxe, les lois fondamentales, auxquelles jusque-là il n'a point été dérogé, s'y opposent formellement, et les vœux de ces peuples sont dans le même sens. D'ailleurs ne voit-on pas qu'une Pologne puissante assurerait aux Turcs, voisins et ennemis des Russes, une formidable alliée, et qu'en tendant la droite à ce peuple qu'ils ont trop obstinément combattu pour leur propre salut, les Polonais offriraient la gauche aux Suédois, leurs alliés naturels, réduits par la Russie à la nullité politique, après avoir rempli le monde de leur nom, et prêts sans doute à reprendre cette Finlande où les Goths ont refoulé les plus anciens habitants de la Suède?

Accablée par le malheur et une série de défaites,

la Russie pourrait peut-être se voir forcée à céder sur ce point, bien qu'un pareil affaiblissement d'un si puissant empire ne paraisse guère probable; mais le peuple russe ne pardonnerait cet abandon à son souverain, qu'à condition d'une prompte revanche, et cette pomme de discorde envenimerait au plus haut point les haines nationales.

En signant le rétablissement intégral de l'ancienne Pologne, vers lequel le rétablissement partiel qu'on réclame ne serait qu'un acheminement, le cabinet de Pétersbourg signerait son arrêt de mort. Coupée de toutes parts des pays avec lesquels il lui tenait tant à cœur de former des relations, mise hors du système européen, à l'instar de la Turquie, la Russie serait refoulée sur l'Asie comme du temps des Mongols, et qui sait quel avenir elle réserverait à nos climats, en concentrant ses forces, obligée qu'elle serait d'aller encore une fois à la recherche du soleil?

Quant à la Prusse, moins redoutable par elle-même que par ses alliés, et pourtant puissance militaire du premier ordre, elle aussi, ce qu'elle a obtenu par le traité de partage de 1772, c'est la Poméranie de Dantzig, avec l'évêché de Viarmie et la portion la plus septentrionale de la Grande-Pologne, jusqu'à la Netze ou au Notetz, c'est-à-dire, outre une enclave de son duché de Prusse tout le territoire qui l'en séparait, tout ce

qui forme aujourd'hui la Prusse occidentale, province tout-à-fait germanisée et protestante comme le reste de la Prusse, province qui anciennement même appartenait à la maison de Brandebourg, mais qu'elle s'est vue obligée de vendre à l'ordre teutonique qui l'a cédé à Casimir IV. Ce pays qu'on a aussi nommé Pomérellie, contigu au grand-duché de Posen donné à la Prusse par les derniers partages et le congrès de Vienne, forme aujourd'hui, avec le Brandebourg, la Silésie et la Poméranie de Stettin, le noyau de cette monarchie, coupée auparavant de la Prusse de Kœnigsberg, et à laquelle le même état de choses ne pourrait plus convenir.

On le voit, des difficultés insurmontables et que la victoire elle-même n'aplanirait pas, s'opposent au rétablissement de la Pologne dans les limites qu'elle avait eues en 1772, et malheureusement toute l'ardeur de la sympathie ne peut rien contre la force des choses. La diète polonaise, sinon les Polonais en général, l'a bien senti et s'est abstenue d'effaroucher les puissances voisines en revendiquant leur part du butin. Mais elle sembla néanmoins trop présumer de ses forces, ou trop exagérer ses prétentions en vue des négociations futures où de part et d'autre des concessions seraient faites, en contestant à la Russie tout ce que ce même partage et les suivants lui ont donné, et en appelant dans son sein des représen-

tants de la Lithuanie, de la Podolie, de la Volynie et de la Kiiovie. Une telle extension donnée à ses prétentions ne peut que nuire à la cause de la Pologne et aigrir les ressentiments[1]. Ajoutons que les difficultés pour les réaliser ne sont guère moindres que celles qui s'opposent au rétablissement total de la Pologne. Car sans nous arrêter à ce que l'ancien palatinat de Kiiof et celui de Volynie sont le berceau de la puissance russe et habités par un peuple de la même race, de la même religion et parlant la même langue que leurs voisins à l'est, nous dirons qu'on doit bien se persuader qu'arrivée au point d'affaiblissement où elle se battrait non plus pour le royaume indépendant de Pologne, mais pour la Lithuanie et les Russies Noire, Rouge et Blanche, c'est-à-dire presque *pro aris et focis*, la Russie ne provoquerait pas vainement l'intervention de ses deux alliés, mais trouverait en eux des auxiliaires empressés. Deux motifs détermineraient la Prusse et l'Autriche à voler au secours de la Russie : d'abord, la crainte que, augmentée de tant de provinces et ayant doublé ou même triplé sa population actuelle, la Pologne ne mît alors de côté une modération dictée jusque-là par la prudence

[1] On voit par le Mémoire publié tout récemment par le général Kroukovietski que ces prétentions exagérées auxquelles plusieurs membres du gouvernement sont restés fidèles jusqu'au bout, ont déja produit ce résultat.

et n'essayât de les traiter elles-mêmes comme elle aurait pu traiter la Russie, et ensuite la jalousie contre la France à laquelle la Pologne, augmentée de tout ce que la Russie a usurpé sur elle, donnerait un trop puissant allié, quand elle seule inspire déja tant de craintes et aspire manifestement à son ancienne prépondérance. Qui donc alors les sauverait de la contagion des idées dont la France s'est rendue l'organe et presque le champion? que deviendrait-il cet absolutisme si commode et si invétéré où elles ont placé leur salut?

Partant de ces considérations que nous croyons décisives, nous osons adresser aux braves Polonais ce conseil, de se tenir en garde contre les suggestions d'un patriotisme noble sans doute, mais qui ne perdrait rien à être guidé par la prudence, et de se prémunir contre les conséquences d'une exaltation plus utile sur les champs de bataille que bonne conseillère au moment des transactions; nous osons leur dire que la modération, qui a environné de tant de gloire l'origine de leur révolution, les servira mieux qu'une inflexibilité, glorieuse sans doute lorsqu'elle est opposée à l'opiniâtreté du malheur, mais dont les suites peuvent devenir funestes, et qu'en rassurant les trois puissances copartageantes par une reconnaissance volontaire et généreuse de possessions qu'ils n'ont aucune chance de pouvoir leur évin-

cer, ils en obtiendraient peut-être des avantages plus faciles et moins chimériques que ceux qu'ils s'étaient promis, mais en vain, de leur héroïsme et de leur noble mépris de la mort.

Car nous ne croyons pas que la prise de Varsovie ait tranché la question ; nous ne croyons pas que la malheureuse Pologne puisse retomber après ses désastres dans le triste état auquel elle a voulu se soustraire par une révolution. Quand l'épée sera remise dans le fourreau, alors seulement commencera la tâche de la diplomatie ; et si les puissances désirent la paix, elles le prouveront en assurant mieux l'avenir de ce royaume, en quelque sorte de leur création. Il est indispensable que des concessions soient faites de part et d'autre, il est urgent de terminer ces débats auxquels la violence a donné lieu, et que l'accord entre les vainqueurs et les vaincus peut seul faire cesser.

Pour qu'un peuple soit soumis et fidèle, il faut que sa position soit supportable, qu'elle ne blesse pas tous ses sentiments, qu'elle ne lui rappelle pas éternellement avec une douleur poignante un passé plus grand, formant avec le présent un horrible contraste. Gouvernés par un proconsul russe, et témoins de violations journalières de leur constitution, les Polonais devaient murmurer, conspirer, opérer une révolution : celle de 1830 ne sera pas la dernière si leurs griefs ne sont point

écoutés, si l'on ne respecte pas plus leur vif sentiment national qu'aucun homme de cœur ne saurait blâmer. Nous ne croyons pas que ce malheureux événement doive être imputé à l'autocrate russe, prince juste et humain : mais il aura appris par ce même événement que tout le bien-être matériel possible, que des prospérités même inconnues auparavant ne consolent point un peuple des droits qu'on lui enlève, de la perte de cette dignité nationale qui est la véritable vie d'un peuple. Avilir, corrompre une nation, c'est la pousser à la révolte, si ce n'est l'abîmer à tout jamais. Pendant une lutte de huit mois les Polonais, en s'abreuvant de gloire, ont goûté encore une fois les douceurs de l'indépendance, et ont retrempé leur antique fierté : cette entreprise a manqué, mais une autre pourra réussir, pour peu que les circonstances la favorisent. Ils ne l'oublieront pas, ils ne manqueront pas de dire à leurs enfants que, réduits à leurs propres forces, ils ont tenu en échec toute la puissance des Moscovites, et qu'ils n'ont succombé qu'après avoir détruit une de leurs armées. N'ont-ils pas appris d'ailleurs à quel point tous les peuples favorisaient leur cause ? N'ont-ils pas vu l'Allemagne s'ébranler et demander du secours pour eux et à ses rois et à sa diète ; les nobles Hongrois, se rappelant leurs anciens traités avec un peuple de frères, brandir leurs

sabres et demander à marcher, et la France toute palpitante de leurs intérêts, bouillonnant de colère à la seule idée de leur oppression, et prête à tout renverser pour arriver jusqu'à eux, sans exception d'un gouvernement qui fait son bonheur? Ah! de pareils souvenirs ne s'effacent pas de la mémoire d'une nation : on aura beau séquestrer ou bâillonner les Polonais, ils le rediront sans, cesse et leur espérance ne sera point affaiblie! Que l'empereur de Russie s'en souvienne! qu'il n'écoute point la passion que l'opiniâtre résistance de ses sujets a pu exciter en lui; qu'il repousse des conseils propres seulement à tout perdre et les suggestions de la jalousie ou d'une antique rivalité nationale. Les grands de Russie, dit-on, s'indigneraient de voir régner la liberté qui leur manque dans un pays que leurs armes ont conquis : c'est une raison de plus pour le détacher entièrement du leur et pour y régner à un titre différent. La constitution polonaise existe; toutes les grandes puissances l'ont garantie, c'est à cette condition seulement qu'Alexandre a obtenu le royaume de Pologne. Mais la révolte est un crime, ajoute-t-on; peut-on ne pas la punir et ne devient-elle pas doublement criminelle lorsque les bienfaits les plus signalés auraient dû en écarter même la plus légère velléité? Encore une fois, l'honneur est plus que la vie, et ce que les

Polonais viennent de faire, qu'est-ce autre chose après tout que cette lutte sainte par laquelle furent immortalisés les noms de Minine et de Pojarski, Russes fidèles à leur pays, et dont un monument élevé par l'empereur Alexandre atteste la gloire? Comme ceux-ci, les Polonais n'invoquaient-ils pas les noms si chers de patrie et de religion? l'Église ne prit-elle pas sous son égide tutélaire [1] la sainte cause des uns, comme elle

[1] Dans un service divin solennel célébré, à la fin de juillet, dans l'église des Carmes à Varsovie, à l'effet d'invoquer le secours du Très-Haut et de faire bénir par lui les efforts des guerriers polonais, le prêtre Ignace Chynglarski prononça un discours rempli de verve et de sentiments patriotiques, et qui produisit sur tout l'auditoire l'impression la plus profonde. En voici la péroraison :

« Unissons donc tous nos efforts, que la nation et l'armée se soutiennent mutuellement. Que chacun de vous, si le sang polonais coule dans ses veines, saisisse une arme, la faux ou l'épée. Dieu qui regarde avec bonté et miséricorde cette nation toujours fidèle à ses commandements, Dieu qui jusque là a béni notre sainte cause, bénira jusqu'au bout les armes polonaises; car le ciel est propice à la vertu et à l'amour de la patrie. Nous voulons expulser d'éternels ennemis du sol de nos pères, de l'héritage des Sigismonds; nous voulons tendre une main fraternelle à nos compatriotes au loin, afin que la Pologne soit, qu'elle soit indivise, libre, indépendante et inséparable. Et si le sort digne d'envie d'être blessé ou de couvrir la terre d'un champ de bataille nous tombait en partage, si nous étions frappés sur ces bastions et remparts élevés par les mains délicates des filles de Pologne, oh! mères polonaises, vous soignerez nos blessures; et vous, femmes de nos guerriers,

avait défendu et consacré celle des autres? La colère est mauvaise conseillère, et l'empereur Nicolas est trop sage pour l'écouter : il ne voudra pas ternir une gloire que les passions lui contestent, mais que la postérité ratifiera peut-être, par des rigueurs que rien ne justifierait.

Mais le peuple de Pologne, pour mériter sa clémence, n'a-t-il pas des concessions à faire de son côté? ne doit-il pas renoncer enfin à des répétitions que la nature des choses repousse et qu'aucune chance de succès n'autorise? Nous ne voudrions pas voir renfermer encore le royaume dans les limites que lui a assignées le congrès de Vienne, nous revendiquons pour lui cette absurde république de Cracovie qui n'a d'autre liberté que celle qui peut résulter des intérêts opposés de ses trois maîtres; nous voudrions aussi reculer ses frontières jusqu'aux Crapaths, du

à qui nous laisserons en héritage, en mourant, l'indépendance de la patrie, vous arroserez des larmes de la reconnaissance les tombeaux de nos soldats; vous ornerez la terre qui les couvre de couronnes de cyprès, et vous direz aux générations à venir notre dévouement digne de servir de modèle à tous les âges.... Aux armes donc, Polonais, aux armes! Que votre devise soit *la victoire ou la mort!* car sur le champ de bataille, et mourant les armes à la main, le Polonais ne cesse de s'écrier : Patrie, liberté, indépendance! » Aussitôt l'enthousiasme s'empara de tous les assistants, les voûtes du temple retentirent de ces cris : « Aux remparts! aux armes! Polonais, aux armes! »

San à la Vistule, et le remettre en possession des salines de Viélitchka dont il a besoin pour la subsistance de sa population, et pour mettre ses revenus au niveau de ses dépenses; nous désignerions la Prosna, la Varta et le Notetz comme sa véritable frontière du côté de la Prusse, et nous réclamerions enfin pour lui un libre entrepôt à Dantzig avec une route neutre pour y arriver; mais, d'une autre part, nous croyons que de si grands avantages ne pourraient être achetés que par une renonciation définitive à toutes les autres anciennes provinces, en d'autres termes, par la reconnaissance libre des partages. Qu'on se le persuade bien : la Lithuanie n'est pas la Pologne et ne peut revenir à celle-ci; la Russie ne l'est pas davantage, car il n'y a là de Polonais que la noblesse et quelques colons. L'Oukraine, la Volynie, la Russie Blanche, la Russie Noire tiennent par tous leurs souvenirs comme par leur langue et par leur religion à ce qu'on a nommé la Moscovie; et la Gallicie même, si ses traditions et ses besoins étaient consultés, passerait de l'Autriche à la Russie, à laquelle son origine et son histoire la rattachent. Espérer leur nouvelle réunion avec le royaume de Pologne, ce serait se bercer de chimères, chimères qui pourraient devenir fatales aux Polonais. Leur condescendance, au contraire, provoquerait, nous ai-

mons à le croire, celle des puissances copartageantes, et nous nous aventurerons à développer dans le cours de cet ouvrage les vues que nous venons d'émettre. Partant de cette base que la Russie a hérité de la place qu'occupait autrefois la Pologne dans le système européen, et qu'il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de l'en déposséder, nous tâcherons de trouver à celle-ci une place nouvelle, moins brillante sans doute, mais toujours honorable. Car, encore une fois, le partage de 1772 et ses conséquences étant un mal irréparable aujourd'hui, nous croyons qu'il faut l'accepter, s'y soumettre de bonne grace et faire de nécessité vertu. Les mânes de Reyten n'en seront point offensées !

La France, dont la Pologne sera toujours la fidèle alliée, doit favoriser de tous ses moyens une transaction de ce genre : elle ne se laissera point rebuter par les obstacles que lui opposeront à la fois l'égoïsme des grandes puissances en général et le trop vif ressentiment du cabinet de Saint-Pétersbourg, moins irrité sans doute de l'insurrection polonaise en elle-même que des révélations inattendues qui en ont été la suite. La France garantira à la Pologne cette nationalité reconnue par les traités, proclamée par notre roi et prise par nos députés sous leur sauvegarde : elle haussera sa voix pour se faire écouter et ne permettra

pas que les traités, si religieusement respectés par elle, soient violés par ceux-là même en faveur de qui elle consent à ne pas en déchirer le texte, quand tant de voix s'élèvent pour lui en demander l'anéantissement.

L'Europe ne peut que gagner à l'existence d'une Pologne, puissance du second ordre, chargée concurremment avec la Prusse de contenir l'impétuosité du colosse si menaçant pour les progrès des lumières, et à opposer un cordon inviolable à toutes les contagions dont il la menace.

Pour juger de l'état d'un pays, de ses besoins, de ses prétentions, de son avenir, il faut en connaître l'histoire. Celle de la Pologne ne manque pas d'intérêt et renferme, comme nous l'avons dit, les plus utiles leçons[1]. L'écrire n'est pas ce que nous nous proposons; cette tâche, au-dessus de nos forces, doit être abandonnée aux Polonais mêmes dont le patriotisme s'est rejeté sur le passé depuis que le présent ne leur offre plus que des sujets de tristesse. Rétablir les faits

[1] Elle doit être bien peu connue en France, puisque des journaux, très-accrédités et dignes de l'être recommandent à leurs lecteurs comme un bon ouvrage l'*Histoire de Pologne depuis son origine jusqu'en* 1831, de M. F. Fayot. Nous sommes fâchés de voir le nom honorable de M. Chodzko mêlé à une semblable publication.

dénaturés par la légèreté ou par les passions, opposer ce qui nous paraît la vérité aux erreurs trop nombreuses accréditées et par des discours prononcés à la tribune nationale et par un brillant écrivain, éclairer le présent au flambeau du passé, faire voir dans son ensemble l'histoire de la malheureuse Pologne, ses traditions, ses antécédents et l'origine de ses malheurs : tel sera notre but en traçant le coup d'œil historique auquel se rattache l'exposé de l'état actuel des choses qui forme notre principal objet. Au récit succinct de tous les événements arrivés depuis le premier partage du royaume jusqu'à son rétablissement partiel en 1814, nous ferons succéder le tableau fidèle de son existence sous le gouvernement russe, et l'histoire de la révolution de novembre avec ses conséquences. Nous y joindrons enfin des réflexions politiques sur la tâche réservée à la diplomatie, et nous examinerons avec soin les prétentions et les projets avancés par les Polonais eux-mêmes ou formés à leur sujet par les publicistes, dans des intérêts divers. L'histoire nous servira de flambeau, et l'impartialité sera notre guide : puisse le résultat de nos travaux contribuer de sa part à éclairer les discussions et servir l'humanité !

Ouvrages du même Auteur :

Essai d'une Statistique générale de l'Empire de Russie, accompagnée d'Aperçus historiques. 1 fort vol. in-12. A Paris, chez LEVRAULT ; à St-Petersbourg, chez J. BRIEFF.

Pour paraître au commencement de 1832 :

La Pologne et la Russie. Coup-d'œil sur l'histoire de ces deux Puissances, leur longue rivalité, leur dernière lutte, leurs forces respectives et la situation politique et morale de chacune d'elles. Ouvrage en trois parties, chacune d'environ 15 feuilles d'impression.

On souscrit :

A PARIS, CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES;

A PARIS ET A STRASBOURG, CHEZ TREUTTEL ET WURTZ ET LEVRAULT.